

lation. Nous avons tous volontairement décidé que nous devons participer le plus possible à cette guerre, et, quant au parti libéral, j'en appelle aux honorables membres de cette Chambre, et je leur demande de reconnaître qu'il est absolument vrai que le parti libéral, dans toutes les occasions, n'a jamais manifesté la moindre disposition à s'opposer à cette participation. Ce parti a fait tout ce qui lui était possible de faire en faveur de cette participation. J'ai déjà exprimé dans cette Chambre le regret sincère que me faisait éprouver le fait que le gouvernement, pour des raisons que je n'ai pas besoin de répéter présentement, n'ait pas jugé à propos de s'assurer, dès le début, la coopération du parti libéral. Mais, lorsqu'il s'est trouvé, il n'y a pas encore longtemps, trop embarrassé—et comme dans une impasse,—il s'est efforcé d'obtenir cette coopération. Le parti libéral a fait tout son possible. Il n'y a pas dans tout le parti libéral un seul homme qui n'ait ouvertement et publiquement, dans toutes les occasions, exprimé son sincère désir de voir adopter par le Canada, les mesures les plus propres à assurer une victoire finale dans la présente guerre. Il a pu différer d'opinion avec le Gouvernement sur les voies et moyens à prendre. Le parti libéral a différé d'opinion par rapport à la conscription, et, comme je l'ai dit, il y a un instant, il s'appuyait sur de bonnes raisons en combattant cette mesure, et le temps le justifiera peut-être. Le Canada est intéressé dans la présente guerre, et je partage l'avis de mon honorable ami (sir James Loughheed), qui nous a dit que le Canada, fût-il séparé de l'empire britannique, aurait encore un intérêt à participer à cette guerre, et que ce serait son devoir de le faire. Comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'une guerre contre la guerre, et je le crois encore. Les liens puissants qui nous lient à l'empire britannique et à la France n'existeraient-ils pas, notre devoir serait de participer à la présente guerre, parce que, je le répète, c'est une guerre contre la guerre—c'est-à-dire, une guerre de l'autocratie contre la démocratie. Une victoire finale allemande signifierait sa prépondérance sur le monde entier et la fin de la démocratie. Cette victoire signifierait la domination absolue de l'autocratie dans le monde. Or, il n'y a pas de peuple dans le monde, qui soit plus intéressé à maintenir la démocratie que le peuple canadien. Pour cette raison, je dis que notre devoir était de prendre part à la présente guerre, et ce qui pousse dans cette voie, c'est la solidarité des intérêts du monde

L'hon. M. BELCOURT.

entier—y compris les nôtres—et cette solidarité est pour nous un mobile plus puissant que l'est notre attachement à l'"Union Jack", ou au "Tricolore" français, ou à ces deux drapeaux réunis. Si nous désirons être considérés comme une nation, nous sommes tenus d'en assumer les charges et les obligations, et l'une de ces charges ou obligations est de participer à la présente guerre. Nous avons, dis-je, des intérêts dans cette guerre. Ces intérêts ne sont peut-être pas immédiats et urgents; mais si l'Allemagne reimposait sa domination sur le monde entier, quelle serait la conséquence immédiate? Ce serait l'imposition sur le monde entier du militarisme allemand. Non seulement l'Europe resterait ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un camp fortifié; mais l'Amérique du Nord, elle-même, serait obligée de se transformer en un autre camp fortifié. Y a-t-il rien au monde dont le Canada a le moins besoin, ou qu'il doit redouter autant que le militarisme? Comment, sous un pareil régime, vu les rigueurs de notre climat et nos longs hivers, pourrions-nous prospérer? Je dis donc que le Canada est des plus intéressés à conserver son régime démocratique, et à vaincre le militarisme que l'Allemagne entreprend d'imposer au monde entier. Nous aurions préféré nous abstenir de participer à la présente guerre. La Grande-Bretagne, elle-même, a hésité, pendant quelques jours, à déclarer la guerre, mais la Grande-Bretagne s'est vue dans l'obligation d'intervenir non seulement à cause de l'invasion de la Belgique; non seulement à cause de l'invasion de la France; mais aussi pour les raisons que je viens d'indiquer—les mêmes raisons qui ont obligé le Canada à s'engager, lui-même, dans cette guerre. L'Angleterre a compris, en 1914, qu'elle ne devait pas commettre l'erreur commise par elle en 1870. Dieu sait que, si la Grande-Bretagne eût compris alors son devoir comme elle l'a compris en 1914, la présente horrible guerre n'aurait pas été déclarée.

Mais qu'il me soit permis d'ajouter, en passant, une observation relative à l'avenir. Il faut que cette guerre se termine par une paix faisant de la France une puissance aussi forte que possible; il faut que la France soit mise en état de maintenir son grand développement industriel et d'augmenter sa population; il faut que la France acquière un degré de force pouvant empêcher tout autre "Kaiser" d'essayer d'imposer sa domination sur le monde entier. Depuis 1914, la France a été,—elle est aujourd'hui comme elle doit continuer d'être,—un rempart inexpugnable contre toute invasion et domination allemande.